

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Appraisal Services, Kapyong Barrack	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP721-152384/A	Date 2015-05-06
Client Reference No. - N° de référence du client PWGSC EP721-152384	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EDM-014-10436	
File No. - N° de dossier EDM-4-37294 (014)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-05-22	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lau (EDM), Chris	Buyer Id - Id de l'acheteur edm014
Telephone No. - N° de téléphone (780) 497-3981 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA ATB PLACE NORTH, 5TH FLOOR 10025 JASPER AVE EDMONTON Alberta T5J1S6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP721-152384/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm014

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EP721-152384

File No. - N° du dossier

EDM-4-37294

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette page est intentionnellement laissée en blanc.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	2
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	2
1.3 COMPTE RENDU	2
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	2
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	2
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	3
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	3
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	4
2.5 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	5
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	5
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	6
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	6
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	6
PARTIE 5 – ATTESTATIONS.....	6
5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT	6
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	7
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	8
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	8
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	8
6.4 DURÉE DU CONTRAT	8
6.5 RESPONSABLES.....	8
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	9
6.7 PAIEMENT	9
6.9 ATTESTATIONS	10
6.10 LOIS APPLICABLES	10
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	10
6.13 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	10
ANNEXE «A»	12
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	12
ANNEXE «B »	18
BASE DE PAIEMENT	18
ANNEXE « C ».....	19
CRITÈRES OBLIGATORIES, CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE ET SÉLECTION	19
ANNEXE « D »	22
ASSURANCE – EXIGENCES PARTICULIÈRES	22

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Énoncé des travaux

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a besoin d'un ou de deux rapports d'évaluation immobilière de la caserne Kapyong située à l'intersection du boulevard Kenaston et de l'avenue Taylor, à Winnipeg (Manitoba).

Le but de la première évaluation est d'estimer la valeur marchande actuelle, fondée sur l'utilisation optimale du bien, de l'intérêt en fief simple, dans l'hypothèse d'une vente inconditionnelle de la totalité du site à un seul acheteur avant l'élargissement du boulevard Kenaston.

Si nécessaire, la deuxième évaluation a pour but d'estimer la valeur des terres nécessaires à une expropriation partielle, incluant une indemnité pour dommages ou trouble de jouissance, conformément aux principes du *Manitoba Expropriation Act*. L'évaluation a pour fonction de fournir au ministère de la Défense nationale (MDN) de l'information à des fins de négociation directe avec la Ville de Winnipeg. Toutefois, comme le tracé routier n'est pas encore terminé, la deuxième évaluation ne sera demandée qu'au besoin.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Ce besoin est limité aux produits et(ou) services canadiens.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2014-09-26) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des

réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Manitoba, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copie papier)

Section II : offre financière (1 copie papier)

Section III: attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus dans l'annexe «C».

4.1.2 Évaluation financière

Le prix évalué total sera déterminé en additionnant le Prix de lot ferme pour les services d'évaluation comme définis dans l'énoncé des travaux – Annexe « A » au Prix de lot ferme pour les services d'évaluation pour l'expropriation partielle.

4.2 Méthode de sélection

Utiliser la clause suivante lorsqu'il n'y a aucun critère d'évaluation technique dans la demande de soumissions et que la méthode de sélection se fera en fonction de la soumission recevable avec le prix évalué le plus bas.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements

doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.1.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.1.3.1 Attestation du contenu canadien

Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

5.1.3.1.1. Clause du *Guide des CCUA* A3050T (2014-11-27), Définition du contenu canadien.

5.1.3.2 Statut et disponibilité du personnel

5.1.3.2.1 Clause du *Guide des CCUA* A3005T (2014-11-27), Statut et disponibilité du personnel.

5.1.3.4 Études et expérience

5.1.3.4.1 Clause du *Guide des CCUA* A3010T (2010-08-16), Études et expérience

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe «A».

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2010B \(2014-09-25\), Conditions générales - services professionnels \(complexité moyenne\) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.](#)

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du _____ (*indiquer la date du début des travaux*) au _____ (*indiquer la date de la fin des travaux*).

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Christopher Lau
Titre : Spécialiste d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Région de l'Ouest
Adresse : 10025 Jasper Ave., 5th Floor, Edmonton, AB T5J1S6

Téléphone : 780-497-3981
Télécopieur : 780-497-3510
Courriel : christopher.lau@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Solicitation No. - N° de l'invitation
EP721-152384/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EP721-152384

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37294

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm014
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6. Divulgaration proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7. Paiement

6.7.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe « B », jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

6.7.2 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* [H1000C \(2008-05-12\)](#), **paiement unique**

Clause du *Guide des CCUA* [A9117C](#) (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

6.8 Invoicing Instructions

The Contractor must submit invoices in accordance with the section entitled "Invoice Submission" of the general conditions. Invoices cannot be submitted until all work identified in the invoice is completed.

Invoices must be distributed as follows:

- (a) The original and one (1) copy must be forwarded to the address shown on page 1 of the Contract for certification and payment.

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.9.2 Clauses du Guide des CCUA

Clauses du *Guide des CCUA* [A3060C](#) (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Manitoba, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010B (2014-09-25) Conditions générales - services professionnel (complexité moyenne);
- c) Annexe « A », Énoncé des travaux;
- d) Annexe « B », Base de paiement;
- e) Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.13 Clauses du Guide des CCUA

Clauses du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

6.14 Assurance - exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « D ». L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EP721-152384/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EP721-152384

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37294

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm014
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Évaluation immobilière de la caserne Kapyong Winnipeg (Manitoba) Projet numéro R.064268.001

Contexte :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a besoin d'un ou de deux rapports d'évaluation immobilière de la caserne Kapyong située à l'intersection du boulevard Kenaston et de l'avenue Taylor, à Winnipeg (Manitoba).

Le but de la première évaluation est d'estimer la valeur marchande actuelle, fondée sur l'utilisation optimale du bien, de l'intérêt en fief simple, dans l'hypothèse d'une vente inconditionnelle de la totalité du site à un seul acheteur avant l'élargissement du boulevard Kenaston.

Si nécessaire, la deuxième évaluation a pour but d'estimer la valeur des terres nécessaires à une expropriation partielle, incluant une indemnité pour dommages ou trouble de jouissance, conformément aux principes du *Manitoba Expropriation Act*. L'évaluation a pour fonction de fournir au ministère de la Défense nationale (MDN) de l'information à des fins de négociation directe avec la Ville de Winnipeg. Toutefois, comme le tracé routier n'est pas encore terminé, la deuxième évaluation ne sera demandée qu'au besoin.

Conformément à la **Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires et à la Norme d'évaluation et d'estimation des biens immobiliers** du Conseil du Trésor qui concernent la vente des biens fédéraux, l'évaluation est commandée pour le compte du MDN. On examine actuellement la possibilité de vendre les propriétés à la Société immobilière du Canada CLC Limitée, une société d'État fédérale non mandataire responsable de l'aliénation des biens immobiliers fédéraux excédentaires stratégiques.

Les évaluations sont destinées à être utilisées comme suit :

1. Utiliser la valeur estimative de la parcelle de terre connue sous le nom de terrains de la caserne Kapyong, qu'on envisage de vendre à la CLC.
2. Utiliser la valeur estimative des terres requise pour une expropriation partielle visant l'élargissement du boulevard Kenaston, aux fins de négociation.

Brève description du bien

Le bien visé, soit la caserne Kapyong, est un site de 64 681 hectares aménagé à titre d'installation de casernement militaire et de service (17^e Escadre, Escadron de génie-construction – Secteur sud). Le site était vacant depuis plusieurs années.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EP721-152384/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EP721-152384

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37294

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm014
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Description légale : Lots 1 à 5, plan 19191 WLTO, à l'exclusion du plan de l'avenue Taylor 25063 WLTO s'agissant des lots 1 et 2 des lots riverains 60 à 63, paroisse de St Boniface, et des lots riverains 1 à 4, paroisse de St Charles.

Rôle d'évaluation num. : 12074490400
12074491400
12074492500

Bâtiment patrimonial : Le bâtiment 8 (la salle d'exercices), désigné patrimonial par le Bureau d'examen des édifices fédéraux à valeur patrimoniale (BEEFVP), est le seul bâtiment que le MDN conservera. Le reste des structures présentes n'ont pas été désignées comme telles par le BEEFVP et sont en mauvais état ainsi que désaffectées et condamnées depuis plusieurs années, sans chauffage ni électricité.

Renseignements disponibles sur Kapyong

Les sources de renseignements suivants pourraient être utiles à l'élaboration du rapport d'évaluation de Kapyong :

- Bureau d'examen des édifices fédéraux à valeur patrimoniale (BEEFVP)
- Énoncé de valeur patrimoniale – salle d'exercice B8 (salle Corée), 16 août 2004
- Comptes rendus environnementaux
- Évaluation des conditions d'un bâtiment (9 septembre 2011) et Repérage des matières dangereuses (9 septembre 2011), concernant la plupart des bâtiments, ainsi qu'un résumé des structures et des dimensions.

Exigences de l'évaluation du terrain de la caserne Kapyong

Le rapport d'évaluation doit produire une estimation de la valeur marchande à la date d'inspection sur la base d'une utilisation optimale. Tous les facteurs influant sur la valeur, telle que la réglementation sur l'aménagement du territoire, le potentiel d'aménagement, les enjeux de la planification municipale, les facteurs économiques, les facteurs matériels et l'emplacement doivent être pris en considération et traités dans le rapport. Les facteurs concernant l'offre et la demande, l'absorption et les conditions du marché exigent une analyse soignée du marché pour tirer des conclusions raisonnables et probables sur l'utilisation et la valeur des terres. L'évaluateur doit également déterminer, dans la section du rapport concernant l'analyse optimale, si la présomption « sur place et dans l'état » a un effet sur l'établissement de la valeur.

Compte tenu des enjeux d'importance capitale ci-dessus, il faudra fournir un rapport d'évaluation préliminaire traitant des faits, des hypothèses fondamentales, et des paramètres d'analyse, y compris la méthodologie d'établissement de la valeur optimale et d'évaluation de la valeur qui sera adoptée. Le rapport préliminaire ne doit pas contenir d'évaluation de valeur. Il est destiné à être examiné par TPSGC, sur consultation du MDN et de la CLC, pour s'assurer que l'évaluateur a traité de tous les renseignements factuels pertinents. C'est au cours de l'étape du rapport préliminaire que le MDN et la CLC auront la responsabilité de fournir des renseignements supplémentaires nécessaires à l'évaluateur et de vérifier les faits utilisés dans le rapport préliminaire.

Comme suite au processus d'examen/consultation lié à l'établissement du rapport préliminaire, toute incohérence dans les faits, les hypothèses de base, les renseignements fournis ou non fournis, ou toute autre question pertinente sera déterminée et soumise à l'appréciation des évaluateurs. Ces renseignements seront divulgués par écrit par le gestionnaire régional des Évaluations de TPSGC. Tout dépendant de l'ampleur des remarques fournies, un rapport préliminaire révisé pourrait être demandé. L'évaluateur ne devrait pas procéder à l'évaluation tant que le rapport préliminaire n'a pas été accepté comme satisfaisant par TPSGC.

L'évaluation fera l'objet d'un examen minutieux et devrait être bien étayée, tous les renseignements étant vérifiés dans la mesure du possible. À cet égard, une ébauche du rapport définitif devra être soumise à l'acceptation du gestionnaire régional des Évaluations de TPSGC avant la finalisation du rapport.

L'évaluation doit englober toutes les approches pertinentes en matière d'établissement de la valeur marchande, y compris les techniques de la parité et du développement. L'analyse des transactions concernant des sites comparables et du reste de l'activité du marché peut être effectuée sur une base quantitative et/ou qualitative. Si une analyse supplémentaire est nécessaire pour quantifier les caractéristiques particulières du site sur les plans de l'emplacement et de l'utilisation des terres, les données et l'analyse pertinentes doivent être incluses à titre de sous-catégorie dans le rapport. Les

scénarios d'aménagement, l'établissement du coût et les possibilités d'aménagement du terrain devraient être fondés sur des sources d'information compétentes, que l'évaluateur doit citer pour développer l'approche de la mise en valeur en parfaite connaissance de cause.

Les améliorations existantes pourraient avoir des répercussions sur le potentiel de réaménagement du terrain et donc, l'évaluation doit quantifier l'effet net probable des améliorations sur la valeur du bien et tenir compte des coûts de démolition prévus. De plus, il a été signalé que l'environnement du site a été contaminé. L'ampleur et le coût des travaux de nettoyage n'ont pas été entièrement quantifiés. L'évaluateur doit toutefois inclure l'information disponible et indiquer l'hypothèse extraordinaire selon laquelle l'évaluation de la valeur du bien exclue les coûts d'assainissement du site.

Évaluations de la valeur du terrain de la caserne Kapyong :

1. Évaluation de la valeur des terres de la caserne Kapyong avant l'élargissement du boulevard Kenaston. (Voir l'Appendice A)
2. Évaluation, au besoin, de la valeur des terres nécessaires à une expropriation partielle pour l'élargissement du boulevard Kenaston. (Voir l'Appendice B)

Exigences de l'évaluation pour l'expropriation partielle (au besoin)

Le rapport concernant l'expropriation partielle doit estimer la valeur marchande des terres requises pour élargir le boulevard Kenaston, à la date de l'inspection. Tout dommage ou trouble de jouissance causé par l'expropriation doit être également quantifié dans le rapport. On trouvera ci-joint un croquis de l'expropriation partielle. (Voir l'Appendice B). Veuillez noter que le tracé de la route est approximatif étant donné que les exigences n'ont pas été finalisées par la ville de Winnipeg.

NORMES D'ÉVALUATION

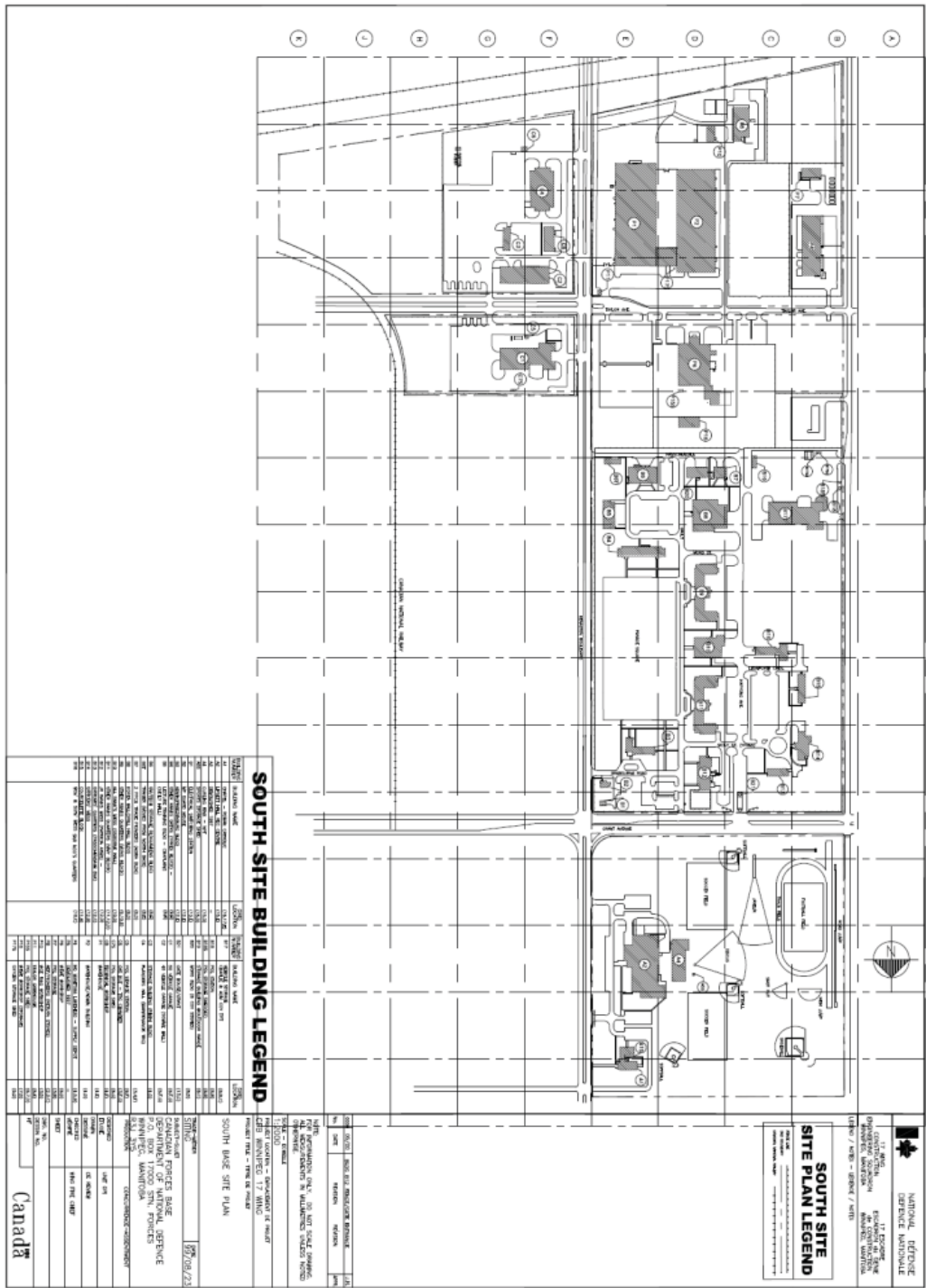
Un exemplaire du rapport provisoire doit être soumis à l'examen de l'autorité technique, rapport qui doit être rempli conformément aux lignes directrices en matière d'évaluation de TPSGC suivantes : « 1B1 Rapport d'évaluation narrative ». Deux copies en format papier du rapport final ainsi qu'une copie électronique dans un format PDF sont requises.

On trouvera copie des lignes directrices à l'adresse :
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/vltn/1b1-fra.html>

CLIENT :

La Direction générale des approvisionnements de TPSGC est l'autorité contractante. L'autorité technique, à laquelle le rapport sera adressé, est le programme d'Évaluation de TPSGC, pour le compte du ministère de la Défense nationale. Ce rapport est destiné uniquement au gouvernement fédéral, sauf autorisation écrite de l'évaluateur en chef ou de son suppléant, et de l'évaluateur responsable du rapport.

APPENDICE A – LÉGENDE DU BÂTIMENT

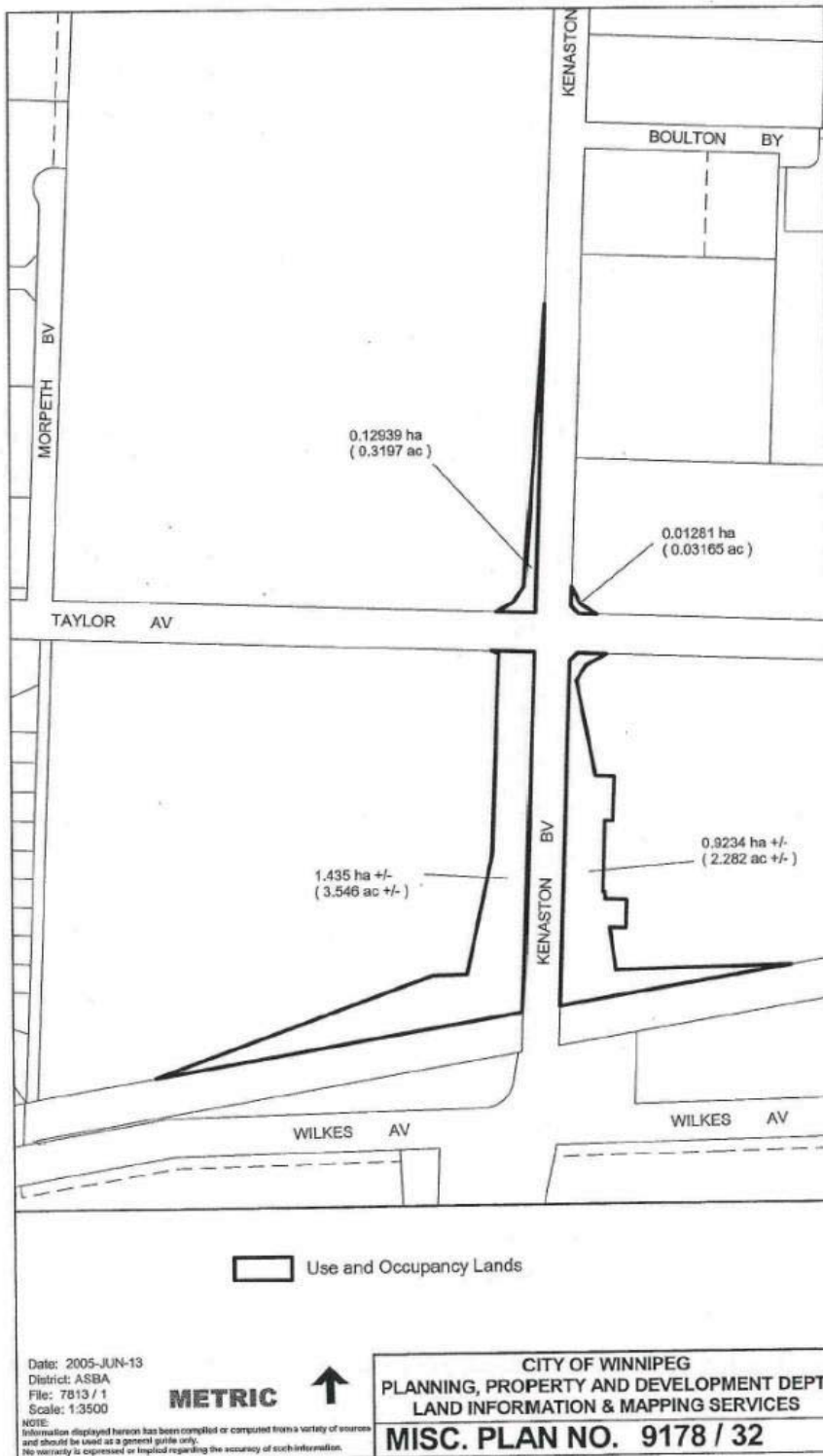


Solicitation No. - N° de l'invitation
EP721-152384/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EP721-152384

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37294

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm014
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE B CROQUIS DE L'ÉLARGISSEMENT DU BOULEVARD KENASTON



Solicitation No. - N° de l'invitation
EP721-152384/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EP721-152384

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37294

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm014
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE «B »

BASE DE PAIEMENT

- Les prix doivent rester fermes pendant toute la durée du contrat.
- Les prix comprennent TOUS les coûts liés à l'exécution des travaux (y compris notamment, mais non exclusivement : la main-d'œuvre, l'équipement, le carburant, les matériaux, les déplacements, le logement, etc.) et sont fermes pour la durée du contrat.
- Tous les produits livrables/rapports sont FAB destination.
- Les prix indiqués ne comprennent pas la TPS/TVH. Cependant, la TPS/TVH sera ajoutée à titre d'article distinct sur toute facture émise comme suite à la présente offre à commandes.

Article	Description de travail	Unité	Prix ferme (\$ CA)
1.	Prix de lot ferme pour les services d'évaluation comme définis dans l'énoncé des travaux – Annexe A	1 lot	_____ \$
2	Prix de lot ferme pour les services d'évaluation pour l'expropriation partielle	1 lot	_____ \$
Prix ferme total (\$ CA)			_____ \$

ANNEXE « C »

CRITÈRES OBLIGATORIES, CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE ET SÉLECTION

1. CRITÈRES OBLIGATOIRES

1.1 Critères obligatoires à la clôture des soumissions

En cas de non-respect de l'une des exigences obligatoires décrites ci-dessous au moment de la clôture de la demande de soumissions, la proposition sera jugée irrecevable et rejetée. Veuillez fournir un curriculum vitae pour démontrer la conformité aux exigences obligatoires suivantes à la date de clôture de l'invitation à soumissionner.

a) Études : être désigné évaluateur agréé – Accredited Appraiser of the Canadian Institute (AACI) ou avoir une dénomination équivalente d'évaluateur immobilier provenant de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec, du Royal Institute of Chartered Surveyors (MRICS) ou de l'Institut canadien des évaluateurs (ICE). (Les personnes qui ne sont pas membres de l'AIC ou de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec doivent fournir une preuve de leur accréditation.)

2. CRITÈRES COTÉS

Chaque soumission technique qui satisfait à toutes les exigences obligatoires susmentionnées sera évaluée et notée conformément aux critères d'évaluation ci-dessous.

(cote : 4=excellent, 3=très bon, 2=moyen, 1=mauvais, 0=sans objet)			
A. ÉTUDE STRATÉGIQUE	COEFFICIENT	COTE	NOTE
1. Compréhension de la portée et de l'importance de l'étude et de l'énoncé de travail tel que décrit dans la DDP.	2		
2. Répartition du travail en tâches suivant un ordre logique; planification des tâches et détails; calendrier et échéancier détaillés; estimation réaliste du temps nécessaire à la réalisation complète du travail. Détails de la portée proposée des travaux comprenant les sources d'information proposées, dont les consultants professionnels susceptibles d'être engagés dans le projet.	4		
Résultat maximal possible			24
Résultat minimal acceptable			16,8
Résultat obtenu			
B. FORMATION ET EXPÉRIENCE	COEFFICIENT	COTE	NOTE
1. Décrire brièvement l'expérience de l'évaluateur principal dans des projets de cette nature (minimum de deux [2] 5 projets, maximum de trois [3], maximum d'une page chacun).			

2. Décrire brièvement l'expérience en évaluation de réaménagement de biens immobiliers et démontrer une connaissance/expérience des marchés immobiliers pour des biens de cette nature : - Expérience dans les cinq (5) dernières années – 1 point - Expérience dans les quatre (4) dernières années – 2 points - Expérience dans les trois (3) dernières années – 3 points - Expérience dans les deux (2) dernières années – 4 points	6		
Résultat maximal possible			44
Résultat minimal acceptable			30,8
Résultat obtenu			
C. ORGANISATION DU PROJET	COEFFICIENT	COTE	NOTE
1. Calendrier – calendrier et date de livraison de projets de rapport et de rapports finals suivant la date d'adjudication du marché : 2 mois pour la livraison du rapport final = 4 3 mois pour la livraison du rapport final = 3 4 mois pour la livraison du rapport final = 2 Plus de 4 mois pour la livraison du rapport final = 1 Calculé au prorata entre les mois	4		
Résultat maximal possible			16
Résultat minimal acceptable			11,2
Résultat obtenu			
RÉSULTAT TOTAL OBTENU			

ÉVALUATION

Chaque proposition doit satisfaire à toutes les exigences obligatoires énoncées dans les critères d'évaluation. Les propositions qui ne satisfont pas à ces exigences seront rejetées d'emblée.

Chaque critère d'évaluation est associé à un coefficient de pondération reflétant son importance dans la soumission. La mesure dans laquelle la proposition satisfait aux exigences de chaque critère sera évalué et une « cote » sera attribuée, de 0 à 4, 0 signifiant que la proposition ne satisfait aucunement à l'exigence, et 4 que la proposition répond entièrement au critère en question. Pour calculer la note globale, on multipliera le coefficient de pondération par la cote.

Chaque proposition doit obtenir une note minimale de **70 %** du nombre total de points possible dans CHAQUE catégorie cotée. Les propositions qui n'obtiennent pas cette note seront jugées techniquement inacceptables et rejetées d'emblée.

MÉTHODE DE SÉLECTION :

L'entrepreneur sera choisi sur la base de la MEILLEURE VALEUR estimée pour l'État et tenant compte du facteur scientifique/technique et du facteur coût. La meilleure valeur pour l'État sera déterminée sur la base de la PROPOSITION TECHNIQUEMENT ACCEPTABLE LA MOINS CHÈRE PAR POINT, et calculée en divisant le coût total pour l'État par le nombre total de points obtenus. Si deux propositions ou plus se trouvent à égalité quant au coût par point le plus bas à la suite de l'évaluation, la sélection finale sera fondée sur le prix le plus bas de la proposition valide. Le prix de l'offre totale évaluée est déterminé en ajoutant le prix ferme du lot pour les services d'évaluation aux coûts totaux estimés pour les services d'évaluation, en se fondant sur les utilisations prévues (13 jours de travail et un déplacement prévu).

Exemple d'évaluation

Solicitation No. - N° de l'invitation
EP721-152384/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EP721-152384

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37294

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm014
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	Soumission 1	Soumission 2	soumission 3
Spécification de rendement minimum et obligatoire	Échec	Le candidat satisfait à toutes les exigences	Le candidat satisfait à toutes les exigences
Critères cotés	-	70/100	85/100
Prix total évalué	-	30 000 \$	35 000 \$
Prix par point	-	30 000 \$/70 = 428,57 \$	35 000/85 = 411,76 \$
L'offre 3 serait la soumission recommandée pour l'attribution du marché			

Le contrat est pour une durée de 18 mois après la date d'octroi de celui-ci, et ce dans le but de permettre le parachèvement du deuxième rapport s'il y a lieu. La livraison du premier rapport est requise comme stipulé dans la proposition.

ANNEXE « D »

ASSURANCE – EXIGENCES PARTICULIÈRES

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
 - n. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que,

indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.